

Israël a tenté d'appliquer à l'Iran la doctrine dite de la « tonte de la pelouse », conçue pour des conflits contre des acteurs non étatiques ou des États en voie d'effondrement. Or, l'Iran conjugue profondeur stratégique, résilience institutionnelle et rayonnement international.

Aicha Elbasri, chercheuse au Centre arabe pour la recherche et les études politiques de Doha.

LES LIMITES STRATÉGIQUES DE LA DOCTRINE MILITAIRE ISRAËLIENNE

Les États-Unis et l'Iran ont signé en juin un mémorandum d'entente en 14 points visant à mettre un terme à trois mois de guerre. Les questions les plus controversées ont toutefois été renvoyées à un accord définitif, dont la négociation devrait s'achever dans un délai de 60 jours, renouvelable si nécessaire. Le mémorandum prévoit également la levée du blocus, des sanctions et des restrictions imposées par les États-Unis aux exportations pétrolières iraniennes, ainsi qu'un plan de reconstruction doté de 300 milliards de dollars. En contrepartie, l'Iran s'engage à rétablir la liberté de navigation dans le détroit d'Ormuz et à ne pas acquérir ni à développer d'armes nucléaires.

Les dispositions relativement imprécises du texte concernant les restrictions nucléaires, la désescalade régionale et l'avenir du détroit d'Ormuz comportent plusieurs risques. Toutefois, même si ces questions venaient à être réglées, la pérennité de tout accord de paix demeurerait tributaire d'acteurs extérieurs à l'accord lui-même, au premier rang desquels figure Israël, qui apparaît comme un possible facteur de déstabilisation. Bien que le texte prévoie la cessation des hostilités sur l'ensemble des fronts, y compris au Liban, les autorités israéliennes ont clairement indiqué qu'elles ne se considéraient pas liées par un quelconque accord susceptible de restreindre leurs opérations contre le Hezbollah.

Le mémorandum révèle également l'existence de divergences entre Donald Trump et le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu. Ses dispositions paraissent en effet difficilement conciliables avec la position défendue par ce dernier, qui a souligné que les principaux

objectifs de la guerre n'avaient pas encore été atteints et que l'armée israélienne restait prête à reprendre les opérations à tout moment, dans le cadre de la logique de « tonte de la pelouse » qui sous-tend sa stratégie générale.

Le concept militaire de la « tonte de la pelouse », théorisé en 2014 par les chercheurs israéliens Efraim Inbar et Eitan Shamir, a d'abord servi de cadre à l'approche israélienne à l'égard du Mouvement de résistance islamique (Hamas) dans la bande de Gaza. Selon ces auteurs, la stratégie israélienne contre le Hamas repose sur le constat que le conflit est à la fois durable et sans issue. Dès lors, le recours à la force n'est pas envisagé comme un moyen d'atteindre des objectifs politiques hors de portée, mais comme une stratégie d'usure de longue haleine destinée à éroder les capacités de l'adversaire. Après des périodes de relative retenue, Israël lance des opérations de grande envergure visant à la fois à affaiblir son ennemi et à rétablir un effet de dissuasion temporaire, ouvrant ainsi des phases d'accalmie relative. Les capacités de l'adversaire sont assimilées à une herbe qui repousse inévitablement et qu'il convient, par conséquent, de faucher périodiquement au moyen de la force militaire.

Cette approche a été appliquée lors des campagnes menées par Israël contre le Hamas dans la bande de Gaza, bien qu'elle ait suscité de vives critiques en raison de sa métaphore déshumanisante, du caractère indiscriminé de la violence et du nombre disproportionné de victimes civiles palestiniennes qu'elle a entraîné. Cette stratégie a ensuite été étendue au Hezbollah au Liban, où elle s'est traduite par une combinaison d'assassinats ciblés, de frappes aériennes et de destructions systématiques d'in-

infrastructures tant militaires que civiles. Elle a également été renforcée par la doctrine Dahiya, élaborée à la suite de la guerre du Liban de 2006. Destinée à dissuader le Hezbollah de s'en prendre à Israël, cette doctrine légitime le recours à une force écrasante et disproportionnée, afin d'affaiblir ses capacités militaires, tout en infligeant des dommages massifs aux infrastructures et aux zones civiles de Dahiya, dans la banlieue de Beyrouth.

Israël a élargi sa stratégie régionale, passant de l'affrontement avec des acteurs non étatiques à la confrontation avec un État. Cette évolution s'est manifestée par son intervention en Syrie, où il a tiré parti de l'érosion de la souveraineté du pays depuis le soulèvement de 2011. Après l'effondrement du régime en décembre 2024, Israël a intensifié ses opérations, s'emparant de portions de territoire et démantelant méthodiquement les capacités militaires encore à disposition de la Syrie.

Après avoir affaibli le Hamas et le Hezbollah, tout en laissant la Syrie pratiquement sans défense, Netanyahu, avec le soutien résolu de Trump, a cherché à étendre cette stratégie à l'Iran, ce qui marque un tournant majeur : il ne s'agit plus de contenir des acteurs non étatiques ou un État en voie d'effondrement, mais de tenter d'éroder la puissance d'un acteur régional majeur au moyen de campagnes militaires répétées. Si certains analystes estiment qu'une doctrine conçue pour des adversaires aux capacités limitées pourrait être appliquée avec succès à l'Iran, cet article soutient que cette transposition se heurte à plusieurs obstacles de taille au sein de la République islamique.

DE LA GESTION DES CONFLITS À LA SUREXTENSION STRATÉGIQUE

L'application de la doctrine de la « tonte de la pelouse » à l'Iran marque le passage d'une logique de gestion tactique des conflits à une forme de surextension stratégique. À Gaza, cette doctrine a permis d'atteindre plusieurs objectifs, notamment la réduction des tirs de roquettes, l'affaiblissement des réseaux de tunnels et l'instauration d'un effet de dissuasion temporaire. Ses limites sont toutefois apparues au grand jour à la suite de l'attaque menée par le Hamas le 7 octobre 2023, qui a suscité des appels de plus en plus radicaux à l'éradication du mouvement dans la bande de Gaza. Bien qu'Israël ait considérablement affaibli le Hamas au moyen d'une offensive militaire de grande ampleur à Gaza – laquelle pourrait être qualifiée de « génocide » –, il n'est pas parvenu à détruire complètement l'organisation.

De manière similaire, Israël a éliminé les principaux dirigeants du Hezbollah et infligé des dommages considérables à ses infrastructures lors des attaques menées au moyen de bipeurs piégés en septembre 2024. Toutefois, la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran a mis en lumière les limites de la stratégie de la « tonte de la pelouse ». Comparé à sa situation en 2024, le Hezbollah est aujourd'hui affaibli, mais il demeure opérationnel et continue de lancer des roquettes, des drones et des missiles contre le nord d'Israël.

En Syrie, Israël n'a rencontré qu'une résistance limitée, voire inexistante, le pays étant devenu une cible particulièrement vulnérable. À la suite du soulèvement



À Téhéran, une énorme bannière représentant le détroit d'Ormuz affiche les portraits d'Alireza Tangsiri, commandant de la marine du Corps des gardiens de la révolution islamique tué lors d'une frappe américano-israélienne, et du chef militaire iranien Rais Ali Delvari. Avril 2026./FATEMEH BAHRAMI/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

de 2011 et de la guerre civile qui s'ensuit, le régime d'Al Assad a perdu le contrôle effectif d'une grande partie du territoire au profit d'acteurs extérieurs. Dès la fin de l'année 2021, Israël avait adopté une stratégie consistant à « tondre la pelouse syrienne », combinant frappes aériennes discrètes et opérations revendiquées contre des installations militaires liées à l'Iran et aux milices chiites qui lui étaient alliées. Cette campagne s'est intensifiée de façon spectaculaire après l'effondrement du régime, le 8 décembre 2024. Des centaines de frappes ont alors été menées, afin de neutraliser les capacités militaires résiduelles de la Syrie, parallèlement à la prise de contrôle de la zone tampon placée sous supervision des Nations unies et à l'extension de la présence israélienne dans plusieurs provinces.

Fort d'expériences qu'il juge concluantes, Israël a entrepris de transposer cette approche à l'Iran, en s'appuyant sur plusieurs décennies d'opérations clandestines menées contre ce pays. Depuis le début des années 2010, il est engagé dans une guerre de l'ombre de longue durée, marquée par des cyberattaques, des actes de sabotage et des assassinats ciblés visant les scientifiques, ainsi que les infrastructures du programme nucléaire iranien.

À la suite du 7 octobre, Israël a lancé une vaste campagne militaire contre l'axe de la résistance soutenu par l'Iran. Celle-ci a conduit au démantèlement d'une grande partie de la structure de commandement du Hezbollah. Israël a ainsi combattu sur plusieurs fronts – de Gaza et

du Liban à la Syrie et au Yémen –, ouvrant finalement la voie à la première confrontation militaire directe avec l'Iran en juin 2025. Les opérations menées au cours de la Guerre de Douze jours ont laissé entrevoir l'entrée dans une phase de confrontation récurrente et potentiellement durable avec l'Iran.

Partant du principe que les capacités nucléaires de l'Iran ne peuvent être totalement éliminées, plusieurs experts israéliens de la sécurité nationale ont commencé à plaider en faveur d'opérations répétées de « tonte de la pelouse » contre la République islamique. Cette logique s'est concrétisée avec la deuxième guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran en moins d'un an, dont l'objectif affiché était de provoquer un changement de régime et d'affaiblir durablement les capacités iraniennes, afin de consolider la suprématie régionale d'Israël. L'offensive militaire lancée contre l'Iran le 28 février a coûté la vie au guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, ainsi qu'à plusieurs hauts responsables du régime.

Outre les systèmes de défense aérienne, les bases de missiles, les forces navales et d'autres objectifs militaires, la campagne a également visé des infrastructures civiles et des populations civiles. Toutefois, la riposte iranienne a déclenché une dynamique d'escalade systémique qui a profondément modifié les paramètres de l'équation stratégique. Le résultat n'a été ni l'endiguement de l'Iran ni l'établissement d'une domination rapide, mais au contraire le renforcement de sa résilience et l'enclenchement d'une escalade durable.

LA RÉSILIENCE INSTITUTIONNELLE DE L'IRAN

L'un des postulats fondamentaux de la guerre menée par les États-Unis et Israël contre l'Iran était que l'élimination des principales figures de la direction iranienne perturberait les mécanismes de décision, affaiblirait la cohésion du régime, le déstabiliserait et, à terme, provoquerait son effondrement. Jusqu'à présent, cette hypothèse ne s'est toutefois pas vérifiée, en grande partie en raison de la nature même de l'État iranien, qui administre un vaste pays de plus de 90 millions d'habitants. La République islamique ne repose pas sur un dirigeant unique, mais sur un ensemble complexe d'institutions religieuses, militaires et administratives, au sein desquelles le Corps des gardiens de la révolution islamique occupe une place centrale. Cette architecture institutionnelle à plusieurs niveaux a précisément été conçue pour absorber les chocs, préserver la continuité de l'État et assurer son fonctionnement en période de crise majeure.

Loin d'avoir affaibli le régime iranien ou suscité un soulèvement populaire, la guerre semble avoir renforcé sa détermination à résister, tout en consolidant les mécanismes de répression interne et le strict contrôle de l'information. Elle pourrait même avoir produit l'effet inverse, en favorisant l'émergence d'une direction plus intransigente, davantage encline à l'escalade, afin d'assurer la survie du régime. Cette réalité se manifeste à la fois dans la résilience persistante des principales institutions et dans l'accession de Mojtaba Khamenei en tant que guide suprême.

UN EFFET BOOMERANG

L'un des effets les plus préoccupants de la guerre était qu'elle semblait pousser Téhéran vers une logique d'escalade de plus en plus marquée. Sa stratégie reposait sur des représailles de grande ampleur et dénuées de toute retenue en réponse aux attaques menées par les États-Unis et Israël, marquant une rupture avec la posture qu'il avait jusqu'alors adoptée, fondée sur des réactions plus calibrées face à ce type d'opérations militaires.

Après avoir démontré sa capacité de résilience à la suite des frappes américaines visant sa direction politique et militaire, Téhéran a rapidement engagé des représailles de grande ampleur contre au moins neuf pays, dont la plupart accueillent des forces américaines dans la région du Golfe. Ce faisant, il a contribué à régionaliser le conflit, imposant des coûts maximaux non seulement aux États-Unis et à Israël, mais aussi à la région dans son ensemble et au-delà, par des ripostes de grande ampleur, de plus en plus intenses, destinées à dissuader Washington comme Israël de toute nouvelle attaque.

GÉOPOLITIQUE DE L'ÉNERGIE ET MONDIALISATION DU CONFLIT

L'un des principaux défis auxquels se heurte la stratégie israélienne à long terme tient à la capacité de l'Iran à peser sur les marchés mondiaux de l'énergie, en faisant du détroit d'Ormuz un levier stratégique de son influence sur l'économie mondiale.

La politique de Téhéran a évolué, passant de menaces de fermeture de cette voie maritime essentielle à une gestion plus active et sélective du trafic qui la traverse. Plutôt que d'imposer un blocus total qui aurait également pénalisé sa propre économie, l'Iran a opté pour une approche plus calibrée, autorisant le passage des navires en provenance de Chine, d'Inde et d'autres États considérés comme « non hostiles », tout en entravant ou en ciblant les navires associés aux États-Unis et à leurs partenaires.

En exerçant un contrôle sur le détroit d'Ormuz et en frappant des infrastructures énergétiques stratégiques dans plusieurs États du Golfe, l'Iran a démontré sa capacité à perturber la production et l'acheminement d'une part significative des ressources mondiales en pétrole et en gaz. La quasi-fermeture du détroit d'Ormuz a entraîné une forte hausse des cours du pétrole et d'autres matières premières, tout en provoquant des turbulences sur les marchés financiers internationaux, affectant particulièrement les secteurs dépendants de la consommation.

L'Iran dispose également d'un important levier d'influence sur le détroit de Bab el Mandeb, par l'intermédiaire de son soutien aux rebelles houthis du Yémen. Une implication directe de ces derniers dans le conflit pourrait avoir des conséquences majeures, si ceux-ci intensifiaient leurs attaques contre la navigation commerciale ou cherchaient à entraver le trafic maritime.

En réaction, Washington a instauré un blocus naval visant les ports iraniens, afin de freiner les exportations de pétrole, ainsi que les échanges commerciaux hors secteur énergétique. À la mi-avril 2026, le détroit d'Ormuz était devenu, de fait, une zone soumise à un double blocus : tandis que l'Iran renforçait son contrôle sur le trafic maritime, les États-Unis durcissaient leur dispositif d'inter-

diction navale. Malgré ces pressions, Téhéran a démontré sa capacité d'adaptation en préservant une influence significative sur la circulation maritime, qu'il semble déterminé à maintenir au-delà même de la fin du conflit. Selon plusieurs sources, le Parlement iranien aurait ainsi adopté une loi instaurant des droits de passage pour les navires empruntant le détroit, dans le but de transformer un contrôle de circonstance en un mécanisme durable, institutionnalisé et placé sous l'autorité de l'État.

L'Iran a ainsi mis à profit sa position géographique sur la rive nord du détroit d'Ormuz pour faire de cette voie maritime un puissant levier de pression stratégique. Sa stratégie d'escalade dépasse désormais largement le cadre strictement militaire : elle tend à se transformer en enjeu économique mondial, susceptible de limiter la capacité des États-Unis et d'Israël à soutenir des campagnes militaires prolongées ou répétées.

LE DÉFI DE LA RÉPÉTITION DANS UN CONTEXTE D'ESCALADE DES COÛTS

La stratégie iranienne impose à ses adversaires des coûts militaires, économiques et politiques croissants, selon une logique qui n'est pas sans rappeler celle de la « tonte de la pelouse ». Téhéran a adopté une stratégie de représailles fondée sur le principe du « œil pour œil », répondant aux attaques visant ses propres capacités par des actions de nature comparable. Ce faisant, il entretient une dynamique d'escalade continue destinée à dissuader toute nouvelle agression. Dans le même temps, les autorités iraniennes cherchent à présenter le conflit en cours comme une confrontation décisive susceptible de consolider durablement la position régionale du pays.

En augmentant le coût de chaque cycle d'affrontement, Téhéran entend non seulement décourager de futures attaques, mais aussi modifier le calcul stratégique d'Israël et des États-Unis. Dans ces conditions, l'efficacité de la doctrine de la « tonte de la pelouse », qui repose sur la capacité d'Israël à mener de manière répétée des opérations militaires contre ses adversaires, pourrait se révéler limitée face à l'Iran. Chaque cycle d'escalade comporte désormais le risque d'un conflit régional plus large, élevant les coûts politiques et militaires à des niveaux difficilement supportables pour les États-Unis, Israël et le reste du monde.

Dans ce contexte, la perspective de campagnes militaires répétées apparaît de plus en plus difficilement soutenable, notamment en raison de l'avantage géostratégique dont bénéficie l'Iran. Contrairement à Gaza, au Liban ou à la Syrie, l'Iran est un vaste pays dont la géographie variée et souvent accidentée renforce considérablement les capacités défensives. Les composantes essentielles de son infrastructure militaire et nucléaire sont fortement fortifiées et, dans de nombreux cas, enfouies dans un réseau de tunnels et de bunkers souterrains. Ces installations ont été spécialement conçues pour résister aux bombardements aériens, qui demeurent l'instrument privilégié de la puissance militaire américaine et israélienne. Dès lors, même les campagnes aériennes les plus intenses ont peu de chances de provoquer un changement de régime ou d'anéantir totalement les capacités stratégiques iraniennes, y compris son appareil de pro-

duction d'armements. Au mieux, elles peuvent infliger des revers sévères, mais temporaires.

S'appuyant sur les différents leviers de sa puissance stratégique, le régime iranien a clairement manifesté sa volonté de s'engager dans une guerre d'usure prolongée. Il cherche désormais à imposer des conditions qui remettent en cause le principe même d'une confrontation cyclique. La première clause du mémorandum vise à prévenir toute nouvelle attaque contre l'Iran, en engageant les États-Unis et leurs « alliés dans la guerre en cours » à mettre fin immédiatement et définitivement aux opérations militaires sur l'ensemble des fronts, y compris au Liban. En étendant explicitement cette obligation aux alliés, l'accord concerne indirectement Israël, bien qu'il n'en soit pas signataire, créant ainsi un cadre dans lequel les États-Unis se trouvent soumis à une pression politique et stratégique visant à freiner ou à dissuader toute nouvelle action militaire israélienne contre l'Iran, afin de respecter les termes de l'accord.

CONCLUSION

La tentative d'Israël d'appliquer à l'Iran la doctrine de la « tonte de la pelouse » apparaît comme une entreprise particulièrement risquée au regard de la nature de l'adversaire auquel il est confronté. Une stratégie conçue pour gérer des conflits impliquant des acteurs non étatiques ou des États en voie d'effondrement est difficilement transposable à une puissance dotée d'une grande profondeur stratégique, d'une solide résilience institutionnelle et d'une capacité d'influence qui dépasse largement son environnement régional. En définitive, loin de soumettre l'Iran, cette approche semble avoir renforcé sa détermination à résister et à défier ses adversaires. Elle met ainsi en lumière les limites du recours à la force militaire, lorsqu'il s'agit de façonner les résultats politiques de conflits régionaux complexes.

Alors que les États-Unis et Israël cherchaient à dégrader les capacités nucléaires et balistiques de l'Iran, leur offensive a paradoxalement offert à Téhéran un nouveau levier stratégique : le contrôle du détroit d'Ormuz. En exploitant sa position sur l'un des principaux points de passage du commerce énergétique mondial, l'Iran est parvenu à convertir son avantage géographique en influence stratégique et économique, compliquant considérablement toute perspective de campagnes militaires répétées contre lui.

Si les frappes américano-israéliennes ont permis d'éliminer plusieurs figures majeures du pouvoir iranien et d'infliger des dommages significatifs aux infrastructures critiques, ainsi qu'à l'économie du pays, l'efficacité de la doctrine de la « tonte de la pelouse » repose, en dernier ressort, sur la capacité d'Israël à renouveler périodiquement ce type d'opérations. Or c'est précisément cette condition que Téhéran cherche désormais à remettre en cause. En exigeant des garanties fermes contre toute reprise des attaques américaines ou israéliennes, l'Iran tente de priver cette doctrine de son fondement même : la possibilité de recourir, de manière répétée et sans entrave majeure, à des opérations militaires destinées à affaiblir progressivement son adversaire./